

COMMUNIQUÉ ISRANET

From: french-request@isranet.org on behalf of CIJR-French [cijr-french@isranet.org]
Sent: Friday, July 27, 2007 4:35 PM
To: french@isranet.org
Subject: COMMUNIQUÉ ISRANET



Volume VI, Numéro 296

Vendredi, 27 juillet 2007

COMMUNIQUÉ ISRANET

Un service de L'I.C.R.J.

L'Institut canadien de recherches sur le Judaïsme

Professeur Frederick Krantz, Directeur

B.P. 175, succursale H

Montréal, Québec H3G 2K7

Courriel : cijr-french@isranet.org

Internet : <http://www.isranet.org/>

La danse de la défaite

Sébastien Castellion

Metula News Agency, 26 juillet 2007

Quant aux Américains – eh bien, les Américains, Président Bush en tête, ne veulent tout simplement pas d'une plus grande guerre

Comme l'a montré dans son dernier ouvrage le penseur américain d'origine libanaise Walid Phares (*The War of Ideas*, Palgrave MacMillan, 2007), le monde ne se trouve pas au milieu d'une « guerre des civilisations », mais d'une longue guerre entre deux systèmes de valeurs, qui se croient tous deux universels et veulent se répandre à travers toutes les civilisations. D'un côté, les droits de l'homme et la liberté : la démocratie, l'Etat de droit, le caractère sacré de la vie humaine, la liberté des opinions et de leur expression, l'égalité des sexes. De l'autre côté, le djihad : un soulèvement armé qui veut imposer à la planète la domination des musulmans sur les infidèles, la charia contre les lois démocratiques, le mépris de la vie humaine face à la loi divine, l'interdiction de se convertir hors de l'Islam, le muselage des voix critiques et la suprématie des mâles.

Comme toutes les guerres entre des valeurs d'ambition universelle, cette longue guerre ne pourra se terminer que par une défaite. Cette défaite sera peut-être militaire, comme celle des totalitarismes fasciste, nazi et militariste japonais en 1945. Elle peut aussi résulter d'un effondrement interne, comme ce fut le cas, en 1989, pour le messianisme communiste de l'URSS. Mais une chose est sûre : la période trouble que nous traversons dans l'histoire du monde ne se terminera que le jour où soit les djihadistes, soit les partisans des droits de l'homme cesseront de croire à la valeur universelle de leurs principes et à la nécessité de les faire triompher.

L'Occident a tendance à croire naïvement que « la liberté triomphera toujours ». L'expansion progressive de la démocratie, les défaites encore récentes du nazisme et du communisme renforcent l'opinion que les droits de l'homme ont l'avenir pour eux. Mais il n'y a rien de certain à ce que l'idéologie des droits de l'homme doive l'emporter.

Après tout, la plus grande partie de l'humanité, pendant la très grande majorité de l'histoire humaine, s'est fort bien passée de ces idées de liberté et de droits, nées en Europe et en Amérique, il y a moins de trois cents ans et qui ne se sont exportées hors d'Occident, dans un nombre limité d'autres civilisations (Inde, Turquie, Japon par exemple), que depuis moins de cent ans, avec des succès divers.

Très récemment, certains développements ont été interprétés comme des signes que l'influence du djihadisme dans les civilisations musulmanes a cessé de croître et pourrait reculer. L'activité constante du mouvement démocratique en Iran, malgré le régime de terreur imposé par les mollahs ; la décision récente de l'armée pakistanaise de partir à l'assaut des réduits d'al Qaida au Nord-Ouest du pays ; le massacre bienvenu du Fatah el Islam par l'armée libanaise ; les discussions en vue d'une paix entre Israël et les Palestiniens, fondée sur l'écrasement du Hamas, mentionnée récemment par Jean Tsadik dans ces colonnes : autant de bonnes nouvelles en effet.

Mais aucun de ces développements ne constitue une défaite pour le djihad – c'est-à-dire une remise en question de l'ambition de victoire mondiale qui anime ses combattants. Il ne s'agit tout au plus que de revers tactiques, contre lesquels les djihadistes préparent déjà leur riposte. Le grand combat pour le contrôle du Liban se déroulera sans doute dans les prochains mois ou les prochaines semaines, et une victoire de la République Islamique d'Iran, derrière le faux-nez de l'alliance Hezbollah-Aoun, est fort possible. L'Iran poursuit, au milieu des bâillements de la communauté internationale, un programme nucléaire qui lui permettra de passer de la situation actuelle – une guerre mondiale de faible intensité – à une guerre ouverte, sans risquer d'être attaqué. Même le rapprochement entre Israël et l'OLP reste à la merci d'un gros attentat en provenance de Cisjordanie, qui obligerait Abbas à se distancer d'Israël pour ne pas avoir l'air d'un traître face aux « héros » judéicides.

Alors que les djihadistes, momentanément affaiblis sur certains fronts mais non vaincus, préparent les grands combats de demain, les forces de la liberté semblent avoir perdu toute ambition.

Le Président Bush et ses alliés avaient voulu faire de l'invasion de l'Irak l'occasion

de faire progresser les idéaux de la liberté et des droits de l'homme ; le remplacement du régime génocidaire de Saddam par un régime démocratique et modéré était donc l'un des principaux buts de l'invasion. Mais alors que Bush espérait que la démocratisation de l'Irak servirait d'exemple aux pays voisins et lancerait un processus de liberté dans toute la région, c'est exactement l'inverse qui s'est produit.

Les djihadistes de toute la région, comprenant la menace qu'un Irak démocratique représente pour leur vision du monde, sont résolus à faire échouer l'entreprise. Dans une lettre à Abu Musab el Zarkawi du 9 juillet 2005, Ayman el-Zawahiri, le « numéro 2 » et porte-parole prolifique d'al Qaida, avait clairement exprimé cette stratégie : d'abord défaire la démocratie irakienne et établir un califat djihadiste en Irak, puis faire de ce nouvel Etat la base arrière de la conquête du monde musulman, puis de la planète entière pour l'Islam radical. Cette vision a inspiré des milliers de djihadistes à venir combattre en Irak, où ils connaissent ensuite, Dieu merci, une importante attrition.

A elles seules, ces bandes fanatiques et mal armées – ayant, qui plus est, du mal à se cacher au milieu d'une population irakienne qui les identifie aisément à leurs accents – n'auraient pas grande chance de succès militaire. Mais elles bénéficient du soutien constant de deux voisins autocratiques du pays : l'Iran djihadiste et son client syrien. Ces deux pays offrent en abondance aux djihadistes des armes, de l'argent, ainsi que des voies toujours ouvertes pour l'infiltration de l'Irak. Grâce à ce soutien extérieur, les djihadistes tués en Irak sont renouvelés en permanence, décourageant Irakiens et Américains, en leur donnant le sentiment d'une guerre sans fin.

Il y aurait, bien sûr, une réponse logique à cette situation. Si l'on voulait vraiment assurer la victoire de la démocratie en Irak, Irakiens et Américains devraient porter la guerre chez les deux voisins qui consacrent tous leurs efforts à déstabiliser le pays du Tigre et de l'Euphrate. Mais les Irakiens n'ont pas les forces pour cela. Quant aux Américains – eh bien, les Américains, Président Bush en tête, ne veulent tout simplement pas d'une plus grande guerre. Dans la situation actuelle, l'armée américaine est en guerre, mais la population civile vit dans la paix et la prospérité, protégée par l'action des forces de sécurité de l'Occident et par le faible niveau actuel d'armement des djihadistes. Une guerre avec l'Iran et son annexe syrienne, au contraire, exigerait une plus grande mobilisation de l'économie et de l'attention du peuple.

Bush, que la presse hostile (pardon pour ce pléonasme) aime pourtant décrire comme un va-t-en-guerre, n'a pas la moindre intention de prendre ce risque politique. Comme les hommes politiques français des années 1930, qui voyaient monter la puissance militaire de l'Allemagne mais n'attaquèrent pas pour ne pas déplaire à une opinion pacifiste, les hommes politiques américains voient monter la puissance militaire de l'Iran et regardent ailleurs, en espérant que la menace disparaîtra. L'Iran, bien sûr, a d'autres projets – des projets qui incluent, comme son président l'a dit à plusieurs reprises, un « monde sans Etats-Unis » ; on ne saurait pas être plus clair.

Comme toutes les puissances coincées entre une population pacifiste et un ennemi déterminé, les Etats-Unis voient inévitablement monter en leur sein la tentation de

déclarer la défaite – de montrer à l'ennemi que les forces de la liberté renoncent à faire triompher leurs valeurs en Irak. Depuis des mois, derrière les murs des deux chambres du parlement des Etats-Unis – Chambre des Représentants et Sénat – la majorité Démocrate se livre à une étrange danse dans ce but.

Depuis qu'ils ont pris le contrôle du parlement des Etats-Unis en janvier dernier, les Démocrates – comme il est normal en démocratie – consacrent l'essentiel de leur énergie à préparer la prochaine élection : celle qui, à l'automne 2008, leur permettra peut-être de récupérer la Maison Blanche et de consolider leur pouvoir parlementaire. Le facteur principal qui, dans leurs calculs politiques, devrait les aider à parvenir au pouvoir serait de montrer que la politique centrale du Président Bush – la guerre en Irak – a été une erreur colossale. Cela prouverait que les Américains ne peuvent plus faire confiance au parti du Président, et assurerait l'alternance dont les démocrates rêvent depuis sept ans. Une majorité de leurs élus avait, bien sûr, voté en faveur de cette guerre, y compris Hillary Clinton, la candidate la mieux placée pour emporter la Maison Blanche. Mais la politique ne s'embarrasse pas de souvenirs.

Cette guerre, d'abord populaire, est devenue impopulaire avec le temps [1] sous l'effet de la multiplication des mauvaises nouvelles : combats sans fin, méfiance persistante entre Irakiens, victimes militaires américaines. La conquête du pouvoir des Démocrates exige donc que les mauvaises nouvelles s'accumulent.

Or, il ne pourrait pas y avoir de plus mauvaise nouvelle qu'une défaite claire et nette des Etats-Unis. Si cette défaite ne vient pas d'elle-même assez tôt, les Démocrates sont donc déterminés à la provoquer.

Une fois ce but fixé, les Démocrates seraient cependant confrontés à trois difficultés.

En premier lieu, le moyen le plus simple de provoquer la défaite – utiliser le pouvoir parlementaire pour arrêter de financer la guerre – montrerait trop clairement l'ambition politique des Démocrates et se retournerait presque certainement contre eux. Les Démocrates cherchent donc à parvenir au même résultat – l'impossibilité de combattre efficacement – par des moyens détournés.

Dans des projets de lois à répétition, les Démocrates ont tenté d'imposer à l'Armée des conditions impossibles à tenir, ce, dans le but de lui faire perdre la guerre sans en prendre pour autant la responsabilité politique. Au cours d'une première vague législative, en février dernier, la stratégie était de conditionner le maintien des troupes à une prolongation des séjours des soldats au pays entre deux déploiements, ainsi qu'à une amélioration de leur équipement. Depuis lors, les Démocrates ont tenté de conditionner le vote des fonds à une date de retrait qui, une fois connue de l'ennemi, rendrait toute opération militaire inutile dans l'intervalle – il suffirait, en effet, aux groupes terroristes de s'organiser discrètement pour une offensive majeure au lendemain du retrait. L'objectif est cependant toujours le même : faire perdre la guerre à l'armée américaine, mais par des voies trop détournées pour que le parti Démocrate ait à prendre la responsabilité de la défaite.

Ces tentatives ont toujours échoué, soit parce que les Démocrates ne sont pas parvenus à faire voter leurs projets de capitulation (ils ont une courte majorité dans

les deux chambres, mais il faut souvent l'accord de 60 sénateurs pour passer au vote d'une loi non budgétaire), soit parce que des lois votées ont subi le veto du Président. Les Démocrates ne parviendront donc à leurs fins que s'ils arrivent à convaincre un nombre suffisant de Républicains de rejoindre le camp de la défaite. Ils en sont loin aujourd'hui, et une telle évolution ne deviendrait possible que si la situation militaire se dégradait gravement.

Sida, science et droit libyen

Jean-Yves Nau

Le Monde, 25 juillet 2007

Le départ de Libye, mardi 24 juillet au matin, des cinq infirmières bulgares et d'un médecin d'origine palestinienne est une bonne nouvelle. Avant que leur peine soit commuée, le 17 juillet, en condamnation à perpétuité, ils ont tous été condamnés à mort par la justice libyenne pour des raisons déjà oubliées. Le marchandage diplomatique autour de leur sort a donné ensuite lieu à un bien triste spectacle. Il est vrai qu'en plus de huit années de détention dans les geôles libyennes, on a quelque peu perdu le fil de l'inconstante action diplomatique menée par les puissances occidentales vis-à-vis du régime en place à Tripoli.

Au-delà de la complexité des paramètres politiques et financiers de cette affaire, c'est dire l'importance qu'il peut aujourd'hui y avoir à rappeler une donnée essentielle : la sentence capitale prononcée contre ces soignants venus à la fin des années 1990 travailler à l'hôpital pédiatrique de Benghazi, accusés depuis près d'une décennie d'avoir volontairement transmis le virus du sida à 426 enfants, est une insulte faite à la vérité scientifique. C'est aussi, de ce fait, une erreur, pour ne pas dire une faute, judiciaire.

Les multiples enjeux de ce dossier, ses secrètes enchères tout comme son prochain et incertain épilogue ont eu une conséquence majeure à laquelle les différentes parties prenantes n'étaient sans doute nullement hostiles : on a ainsi minimisé, sinon oublié, la très grande originalité de cette affaire campant aux frontières de la science virologique et d'une forme d'obscurantisme contemporain. C'est que, loin d'être circonscrit aux geôles, aux labyrinthes et aux prétoires libyens, le dossier dit des "infirmières bulgares" avait, très tôt, donné lieu à une expertise indépendante ; une expertise menée qui plus est à la demande même d'un pouvoir libyen (ou plus précisément d'une fraction de celui-ci) souhaitant que la vérité scientifique puisse éclairer démocratiquement l'action de la justice.

Peu de temps après le premier acte d'accusation, la Fondation Kadhafi, dirigée par l'un des fils du chef de l'Etat libyen, demanda ainsi officiellement aux professeurs Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) et Vittorio Colizzi (université de Rome) de bien vouloir rechercher les causes de cette dramatique contamination virale. Rapidement, les diverses recherches que purent mener, en Libye et dans leur laboratoire, ces deux spécialistes de réputation internationale les conduisirent à réfuter, faute de pouvoir examiner les preuves annoncées, la thèse d'une utilisation du virus du sida à des fins criminelles.

Trois ans auparavant, le tribunal de Benghazi avait condamné une nouvelle fois à mort les cinq infirmières bulgares et le médecin palestinien. Dans un courrier daté du 1er juillet 2004, le professeur Montagnier s'adressait directement, et non sans

courage, au leader libyen. "J'ai été commis comme expert par la fondation qui porte votre nom et dirigée par votre fils, M. Saif El Islam El Gaddafi, pour rechercher les causes de cette dramatique affaire, rappelait-il alors. Avec mon collègue, Vittorio Colizzi, de l'université de Rome, nous avons fait une analyse aussi détaillée que possible qui concluait plutôt à une série d'infections accidentelles par une souche de virus très particulière, très infectieuse. (...) Il y a, en tout cas, un doute sérieux sur la responsabilité du personnel condamné. C'est pourquoi, en tant que codécouvreur du virus du sida et au nom d'une expérience de plus de vingt années sur ce virus, je me permets de vous demander la grâce de ces condamnés, au bénéfice du doute. Je pense que votre décision dans ce sens ne pourrait que grandir la bonne image de la Libye dans le monde."

Le codécouvreur, en 1983, d'un virus devenu un agent pathogène responsable d'une pandémie dont on peine désormais à saisir l'ampleur et les enjeux exposait alors au président libyen une série d'arguments de virologie et de biologie moléculaire démontant la thèse défendue par la justice libyenne quant à une utilisation délibérée du virus à des fins criminelles. "Le plus probable est que cette dramatique contamination en chaîne soit partie d'un enfant africain infecté par sa mère à la naissance, hébergé à l'hôpital en 1997 ou avant, expliquait-il alors. Cette souche a ensuite été diffusée accidentellement à d'autres enfants de l'hôpital par suite de mauvaises pratiques de stérilisation. Lorsque les médecins de l'hôpital se sont aperçus de la présence du virus du sida, ils ont rectifié ces pratiques, et les transmissions ont apparemment cessé."

En d'autres termes, le dossier d'accusation libyen pouvait être mis en pièces par une science virologique moléculaire de plus en plus performante pour dire les vérités quant aux pratiques antérieures. Différents arguments scientifiques indiscutables sont ensuite venus conforter ces conclusions et la preuve de l'innocence des accusés.

"MEILLEURE PRISE EN CHARGE POSSIBLE"

Toujours en 2004, le professeur Robert Gallo, second codécouvreur du virus du sida, reprenait cet argumentaire. Il était alors rejoint par une vingtaine de spécialistes de virologie et de pédiatrie, américains et européens. Dans une lettre ouverte adressée au colonel Kadhafi, ces experts "invitaient les autorités libyennes à classer l'affaire, à libérer les travailleurs qui avaient été invités dans leur pays pour aider à traiter les malades et à les renvoyer dans leur pays d'origine". "Nous vous demandons, ajoutaient-ils, de vous assurer que ces professionnels soient protégés, reçoivent l'assistance médicale dont ils pourraient avoir besoin et qu'ils ne soient plus soumis à des abus ou maltraités lors de leur détention." Toujours fondée sur des arguments scientifiques, la supplique internationale des milieux médicaux et scientifiques fut par la suite reprise et amplifiée, notamment par Nature et par d'autres revues d'audience planétaire. Sans succès. Ce qui démontre s'il en était besoin le faible poids que peut avoir un argumentaire scientifique sur le cours de certaines instructions judiciaires dès lors que d'autres considérants, terroristes ou pétroliers, sont en jeu.

Et maintenant ? Pour le professeur Montagnier, une fois connu le dénouement diplomatique de cette affaire une autre priorité devra rapidement s'imposer. "Après la désignation des boucs émissaires, il nous faudra parvenir à organiser la meilleure

prise en charge médicale possible des enfants libyens contaminés", souligne-t-il. Ces enfants ont ces dernières années été plus ou moins suivis avec l'aide de différents pays européens. Un quart de siècle après sa découverte du virus, le professeur Montagnier estime que les derniers acquis dans ce domaine permettent d'espérer que le sida puisse bientôt ne plus être une maladie nécessitant un traitement à vie. Après le ballet diplomatique, les enfants libyens ne devront pas être oubliés.

Conseil Editorial

Prof. Frederick Krantz, Editeur (<i>Concordia Univ.</i>)	Jean-Claude Léon (<i>Communauté Sépharade du Québec</i>)
Prof. Julien Bauer (<i>Univ. du Québec à Montréal</i>)	Prof. Jean Ouellette (<i>Univ. de Montréal</i>)
Ori Bauer (<i>Chercheur Associé, ICRJ</i>)	Prof. Annette Paquot (<i>Univ. Laval</i>)
Baruch Cohen (<i>Directeur de recherches, ICRJ</i>)	Edmond Silber (<i>Chercheur Associé, ICRJ</i>)
Jacqueline Douek (<i>Assistante Directrice, ICRJ</i>)	

Encouragez vos collègues, amis et parents à consulter notre site Web pour obtenir de plus amples informations sur le *Communiqué Isranet*. Pour vous joindre à notre liste d'envoi ou pour vous désabonner, contactez-nous à : <http://www.isranet.org/>.

Le *Communiqué Isranet* hebdomadaire est un service de l'ICRJ. Nous espérons que vous le trouvez utile et que vous l'appuierez et seconderez notre travail d'éducation pro-Israël, en faisant une contribution déductible d'impôts d'un minimum de 36.00 \$ [veuillez envoyer un chèque ou votre information VISA/Mastercard à l'ICRJ (voir l'en-tête pour l'adresse)]. Tout don comprend un abonnement de membre à notre périodique reconnu, ISRAFAX, qui vous sera livré à domicile par la poste.

Le Communiqué Isranet essaie de diffuser une grande variété d'opinions sur Israël, le Judaïsme et le Moyen-Orient. Les articles et documents reproduits expriment l'opinion de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Institut.